

*Ana Yetano*

## EGLISE CATHOLIQUE ET ETAT LIBERAL DANS L'HISTOIRE DE L'ESPAGNE CONTEMPORAINE

Je voudrais commencer ma conférence en précisant que je ne pense pas traiter directement la relation entre l'Etat espagnol et l'Eglise dans ce qu'on pourrait appeler l'immédiat présent. Un présent commencé, comme vous savez, après la mort de Franco et l'ouverture d'un système politique démocratique. Ma conférence veut marquer les grandes lignes de la problématique historique Eglise-Etat moderne libéral dans l'étape que nous appelons contemporaine et qui, certainement, constituent les racines historiques, les clés fondamentales pour comprendre la situation dans l'actualité.

Chaque pays présente toute cette relation dialectique dans des termes très particuliers qui conditionnent non seulement la fonction sociale et religieuse de l'Eglise, mais aussi, à vrai dire, le processus national dans son ensemble.

Avant tout préciser aussi qu'est-ce que je veux dire quand je parle d'histoire contemporaine. Les historiens en Espagne considérons que le grand cycle historique dans lequel est immerse la réalité du présent commence dans notre pays avec les répercussions de la Revolution française, avec un épisode central comme celui de la guerre dite de l'Independance (1808-1814) contre l'armée napoléonienne et les premiers et échoués essais de construire un système polityque de caractère libéral. Ce grand cycle on le définit comme celui du procès de liquidation de l'Ancien Régime et de sa substitution par un nouveau ordre socio-économique et politique de caractère bourgeois libéral.

A l'intérieur de ce procès qui, comme nous savons, – est commun à la plus grande partie de l'Europe, l'Espagne prend des caractéristiques très claires parmi lesquelles apparaissent comme plus relevantes celles relatives au conflit religieux présent d'une manière permanente tout au long de la période.

L'Eglise espagnole participe absolument, c'est bien logique, dans le dur contentieux qui confronte le catholicisme et la modernité, ou, si l'on préfère, l'Eglise catholique et la Revolution française parce que il est à travers cette révolution comme cette modernité se concrète et se canalise.

C'est un fait que le catholicisme dès 1789 se trouve placé dans le champ de la Contre-revolution, et que les héritiers de la Révolution, de sa part, n'imaginent pas reussir à consolider ses conquêtes sans désarmer l'Eglise. Laissant de côté la question, si intéressante qu'elle soit, de si tout ce procés historique de laicisation de l'Etat et de secularisation de la société dans les pays catholiques, aurait pu se faire plus sereinement et sans la virulence avec laquelle va se dérouler, ce qui est certain est qu'il va se faire dans des termes très semblables à ceux d'une véritable guerre religieuse.

En réalité, nous devons le rappeler, au long du XIX ème siècle (jusqu'à l'arrivée de Léon XIII déjà en 1878), la tension ne cesse pas d'augmenter et dans le catholicisme se produit l'évolution contraire à celle de l'esprit révolutionnaire du siècle: croit la centralisation de Rome, l'ultramontanisme, et le dogmatisme (l'aprobation du principe d'infalibilité papale serait la culmination de ça). Vers la moitié du XIXème siècle le divorce semble complet et sans solution entre 2 univers, 2 sociétés, 2 mentalités, marquant d'une manière décisive ce conflit le chemin des pays catholiques européens.

En Espagne le contentieux sera spécialement aigu et j'en voudrais signaler quelques éléments d'explication:

1) la radicalisation idéologique de l'Eglise espagnole une fois éliminés les conceptions reformistes et illustrées, comme par exemple la janseniste, qui 'étaient dialogantes avec les principes libéraux. Cette absence d'un catholicisme liberal sera fatal et provoquera l'adoption de positions clairement politiques et partidistes dans le conflit Liberalisme-Ancien Régime;

2) le romanisme de la hiérarchie espagnole, une fois disparue au début du XIXème siècle une génération d'évêques plus proches d'une politique gallicane (disparition unie à celle du point antérieur) qui fait à cette hiérarchie spécialement docile aux ordres d'une politique vaticaine décidée, de sa part, à souligner son refus aux nouvelles structures politiques liberales dans notre pays avec l'espérance de compenser la constante regression dans d'autres pays (c'était le cas en France, par exemple);

3) faiblesse politique caractéristique de la bourgeoisie libérale en Espagne qui se fait évidente dans leurs réalisations contradictoires et irrégulières mais sans que ça elimine là presence d'une pensée de gauche radicale anticlericale;

4) Dans le contexte de crise sociale et d'instabilité politique caractéristique du cycle contemporain espagnol, la permanente présence de la guerre civile dans les différents épisodes qui auront des profils de guerre de croisade: 1808-14; 1833-40; 1872-76; 1936-39.

L'étape qui va de 1808 à 1833, c'est à dire le premier tiers du XIXème siècle, on la considère spécialement importante tant pour conditionner l'évolution dans son ensemble: dans un contexte de crise économique et sociale la cruelle guerre de 1808-14 contribue à aggraver toutes les tensions (très évidentes d'jà dans la réalité d'un Ancien Regime qui se décompose) sans faciliter aucune sortie. A la vieille monarchie borbonique, qui paraît suffisamment caduque avec Carlos IV, la montée du sentiment nationaliste apparu dans la chaleur de la guerre contre l'étranger français donne un moyen de sauvetage inattendu. Mais, par contre, les premiers essais de construction libérale, comme celui de la Constitution de Cadix de 1812, malgré qu'ils sont nés entourés d'un grand optimisme, bientôt se révèlent faibles, sans l'appui populaire suffisant et condamnées à cause des enthousiasme qui accompagnent le retour du roi Fernando VII une fois libéré par Napoléon. Enthousiasmes que le roi saura profiter parfaitement contre n'importe quel projet d'innovation idéologique et politique.

C'est comme ça que va se produire au milieu des différents et traumatisants va et viens politiques: libéralisme, absolutisme, transformation politique ou restauration du vieux ordre, une grave polarisation idéologique au même temps qu, une scission sociale qui accompagneront pour toujours le procès d'incorporation de l'Espagne à l'Europe libérale jusqu'au point de donner à ce procès les caractéristiques de guerre civile et de pouvoir le représenter avec une image qui aura un grand succès, l'image des 2 Espagnes.

L'Eglise espagnole occupe dans tout ce procès, une situation centrale. D'une part, sa nature d'institution fondamentale dans le système d'Ancien Régime aussi bien sociale: privilégiée receptrice de rentes et revenus féodaux, que politique: alliance ou, bien mieux, identification avec le pouvoir monarchique, le font être, nécessairement, objet très principal des réformes libérales; d'autre part, le chemin parcouru dès les événements français et l'invasion napoléonienne l'ont poussé à rejeter n'importe quelle idée de changement. Avec quoi il se produit ce qu'on pourrait appeler un véritable réarmement idéologique de l'Eglise en faveur de l'immobilisme plus complet.

C'est ainsi que l'Eglise en Espagne se constitue comme la clé de voûte de la résistance du vieux régime absolutiste.

Mais, pourtant, à partir du 2on tiers du XIXème, la Monarchie borbonique, avec difficultés à cause de la crise dynastique qu'elle a après la mort de Fernando VII, donne le pouvoir aux libéraux qui, poussés par la nécessité de vaincre la résistance des carlistes (absolutistes), avec beaucoup de sympathie dans des vastes régions du pays, commencent à faire la révolution libérale.

Beaucoup de leurs réalisations plus décisives dans les années 30 (avec les libéraux progressistes au gouvernement) touchent directement l'Eglise: désamortisation et vente de ses biens fonciers, suppression des ordres religieux, etc. ayant comme résultat la presque complète disparition de l'Eglise espagnole de l'Ancien Régime.

Il faut retenir, pourtant, que ce libéralisme espagnol, dans sa version progressiste, qui fait la politique de choc agressive anticlericale, n'est pas, en réalité, un libéralisme athée ou anticatholique. Pas du tout, la plus grande partie de ses hommes plus représentatifs sont des catholiques sincères mais convaincus que l'Eglise, telle quelle était, était un obstacle au progrès et que les ordres religieux, surtout, étaient le bastion de la réaction et de l'obscurantisme.

Le carlisme ne reçoit pas explicitement la bénédiction de l'Eglise officielle, mais la sympathie et aussi très souvent l'aide directe de la plus grande partie de l'état clerical en tout cas le carlisme prend et exprime tout le sentiment d'insecurité et peur envers le future d'un catholicisme qui se voit, avec raison ou pas, la question n'est pas intéressant dans ce moment, directement menacé par l'avance du libéralisme.

Une fois vaincu le carlisme en 1840, pourra contrôler le pouvoir la famille plus pragmatique et pactiste des libéraux, celle des „moderados”, intéressés à pacifier le pays et à avoir la coloboration de l'Eglise qui, bien que privée de son basement économique et juridique, continuait à avoir un pouvoir moral incomparable sur l'ensemble de la nation. D'autre part, cette bourgeoisie qui avait acheté les propriétés ecclésiastiques désamortisées et qui, comme j'ai dit toute à l'heure, continuait toujours à se considérer comme catholique, voulait tranquiliser sa conscience et pouvoir avoir le pardon de son „peché”, le péché qui était à l'origine très souvent de ses fortunes.

On arrive comme ça à la signature d'un Concordat avec l'Eglise énormément important (nous n'aurons pas d'autre jusqu'en 1953), celui de 1851.

Par lui s'acceptent comme faits accomplis ceux réalisés jusqu'à ce moment par la révolution libérale, même les désamortisations, mais aussi, on déclare l'unité catholique de l'Espagne et la confessionnalité de l'Etat ainsi qu'une certaine permissivité par rapport à une possible reimplantation des ordres régulières qui étaient, à ce moment là, dans une situation de presque disparition.

L'Eglise obtient comme ça le basement nécessaire pour planifier une estrategie complète de récupération, ou, comme un historien a défini (Vicens Vives), de reconquête de la société bourgeoise.

Cette situation change avec l'étape que nous appelons „sexenio revolucionario”, six ans de révolution (1868-1874) qui n'est pas autre chose que l'essai raté de démocratiser les structures libérales espagnoles mises au service d'une véritable oligarchie.

Ce sont les progressistes mais, surtout, les démocrates (pour la plupart republicains) ceux qui posent comme prioritaires politiquement les grands sujets de sécularisation culturelle et laïcisation de l'Etat, mariage civil, éducation laïque, etc.

Mais, pourtant, le manque de controle politique, la guerre civile, etc. débordent les faibles gouvernements démocrates et republicains et font

échouer tous ces projets. Projets qui, d'autre part, avaient été posés dans le contexte catholique international, pas du tout favorable pour eux avec le problème de Rome et l'unification italienne, et le congrès Vatican I.

On arrive, après, à l'étape dénommée de la Restauration borbonique (étape qui va dès 1874 à 1931). Elle définit parfaitement les termes des relations Eglise-Etat. On peut décrire ces termes comme ceux d'une réciproque instrumentalisation, une fois qui s'est produite la rencontre entre les deux pouvoirs poussés par le même esprit pragmatique et possibiliste qu'on avait pu trouver dans la signature du Concordat en 1851.

La Monarchie d'Alfonso XII obtenait de l'Eglise une aide d'énorme valeur parce qu'elle légitimait les institutions politiques, avec sa présence (comme conséquence immédiate de ça on allait pouvoir voir la fin de la nouvelle guerre carliste), de sa part, l'Eglise, en récupérant les bases juridiques du Concordat, obtenait un espace public garanti pour développer ses activités.

C'est comme ça qu'il s'ouvrira ce que dans un premier approche on pourrait qualifier d'une longue étape de prospérité pour le catholicisme en Espagne évidente dans la multiplication des forces ecclésiastiques et de ses activités surtout dans le terrain de l'enseignement et de la bienfaisance d'une si grande projection sociale, et en général la présence toutpuissante de l'Eglise dans la vie espagnole en général.

Mais, pourtant, le côté mauvais de l'hypothèque prise avec sa vinculation politique apparaîtra peu à peu mais de façon évidente en annonçant de très graves problèmes pour le futur. On en pourrait énumérer quelques uns:

1) la division parmi les catholiques eux mêmes, épuisés dans des stériles discussions dont l'initiative l'avait toujours-ce qui est très significatif-le secteur intégriste ou fondamentaliste séparé des carlistes;

2) la lente et difficile (par rapport à l'Europe) des nouvelles orientations du Pape Leon XIII dans sa politique de ralliement, c'est à dire d'acceptation comme un fait accompli de la structure politique libérale séculaire et plurielle dans laquelle les catholiques pouvaient chercher la défense de leurs intérêts à eux. Mais cela, qui était le signe évident de que l'Eglise continuait ancrée dans la pensée aux vieilles structures théocratiques, fera rater différents initiatives orientés dans la création des partis politiques tels que les partis chrétiens-démocrates européens;

3) progressive régression de l'Eglise dans des secteurs sociaux concrets: prolétariat urbain, paysannerie du Sud et du Levant, intellectuels, etc.), tandis qu'elle consolidait ses positions dans les secteurs de la bourgeoisie et classes moyens;

4) progressive érosion du système politique chaque fois plus incapable de donner un contenu démocratique aux institutions qui implique celle de l'Eglise elle même associée avec lui et la situe comme blanc (objectif) préféré de toutes les critiques des groupes de la gauche politique, en commençant même par un des partis dynatiques, le parti libéral de Sagasta, voué

à conquérir un enseignement officiel pas humilié envers le tout-puissant enseignement confessionnel.

Et c'est comme ça que dès la fin du siècle commencera à apparaître de nouveau avec une force toujours en progression, la réalité qui, comme on avait dit, avait accompagné toujours le chemin du libéralisme dans notre pays: le problème religieux comme élément de division et de confrontation sociale. Les différents moments de la guerre ouverte cléricisme anticléricisme (quelques uns si violents comme celui de la Semaine Tragique de Barcelone en 1909 dans laquelle plusieurs dizaines de couvents furent brûlés) sont l'expression plus évidente.

La longue étape de la Restauration 1876-1931 (la plus longue la caractéristique instabilité politique de l'Espagne du XIXème et XXème) ne réussira, non plus, à garantir la continuité des structures parlementaires (vrais ou fausses) de la monarchie.

Les années de la République 1931-1936 seront l'essai raté de trouver une formule alternative à celle de la monarchie: la République radicale pour éviter de tomber dans la guerre civile et la dictature.

Les historiens considèrent que dans cette penchant vers la guerre civile dans laquelle va s'épuiser la Monarchie et la République, le problème religieux est fondamental.

La politique religieuse anticléricale menée en grande partie par des intellectuels gagnés par la passion d'un véritable dogmatisme laïque sera absolument négative, mais pas seulement pour les intérêts de l'Eglise, mais aussi pour la survivance de la République elle même. L'anticléricisme bourgeois et élitiste des partis libéraux progressistes donna élan à un autre anticléricisme de caractère populiste des partis socialiste et anarchiste, en produisant des actions d'une grande violence contre les personnes et les biens de l'Eglise.

Ce n'est pas étonnant que le monde catholique se sentait sérieusement menacé et se mettait à l'action contre une République présentée de cette façon et mettait ses espérances dans un mouvement militaire qui, de sa part, disait se compromettre à défendre les intérêts de l'Eglise.

Avec Franco, pourtant, tournera une autre fois la situation déjà vue après la première République dans le XIXème siècle: l'Eglise deviendra prisonnière de son sauveur. Le national-catholicisme des années de la Dictature seront un très grand obstacle pour la nécessaire normalisation de la vie religieuse dans la moderne société espagnole, en retardant à nouveau les efforts d'une Eglise obligée à trouver tôt ou tard son lieu à elle, son autonomie dans le contexte d'une réalité sociale de caractère séculaire et pluriel.

Ana Yetano

KOŚCIÓŁ KATOLICKI I PAŃSTWO LIBERALNE  
W NAJNOWSZEJ HISTORII HISZPANII

Najnowsza historia Hiszpanii rozpoczyna się od wydarzeń związanych ze skutkami francuskiej rewolucji 1789 r. Najważniejszym z nich była wojna z Francją o niepodległość w latach 1808–1814. Wtedy to rozpoczął się długotrwały konflikt między dawnym ustrojem a nowym mieszczańskim porządkiem. Przez większą część wieku XIX (do objęcia tronu papieskiego przez Leona XIII w 1878 r.) Kościół katolicki nie tylko nie poddawał się prądom modernizacyjnym, ale raczej utwierdzał się w swym przywiązaniu do dotychczasowej koncepcji jego miejsca w społeczeństwie. W połowie XIX w. można wręcz mówić o dwóch światach, dwóch społecznościach i dwóch mentalnościach: katolickiej i mieszczańsko-liberalnej. W Hiszpanii konflikt między nimi był szczególnie mocno zarysowany. W latach 1808–1832, czasach wojny z Napoleonem i restauracji Bourbonów, pozycja Kościoła wydawała się niewzruszona, choć spadły na niego liczne ciosy. W czwartym dziesięcioleciu XIX w. do władzy w Hiszpanii doszli liberałowie, i choć nie byli oni w zdecydowanej większości nastawieni antychrześcijańsko, polityka przez nich prowadzona była wyraźnie antyklerykalna. W jej wyniku Kościół musiał zrezygnować z licznych dóbr materialnych i przywilejów. Zawarty w 1851 r. konkordat określił na nowo sytuację Kościoła (obowiązywał on do 1953 r.). W czasie tzw. „sześćoletniej rewolucji republikańscy demokraci próbowali jeszcze bardziej ograniczyć wpływy Kościoła. Po ponownej restauracji Bourbonów w 1874 współpraca między państwem hiszpańskim a Kościołem katolickim układała się dobrze. Wraz z ustanowieniem republiki w 1931 r. do władzy doszli radykalni antyklerykałowie. Wśród przyczyn, które doprowadziły do wojny domowej, walka z Kościołem była jedną z najistotniejszych. W okresie rządów Franco Kościół katolicki stał się w dużej mierze zakładnikiem swego wybawcy.

